

**DISCOURS DE
MME JUSTINE GREENING,
MINISTRE DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL,
AU NOM DU GOUVERNEMENT DU
ROYAUME-UNI**

Discours de Mme Justine Greening, ministre du Développement international, gouvernement
du Royaume-Uni

Séance d'ouverture, Assemblée annuelle de la BERD
Londres, 11 mai 2016

Je suis très heureuse d'être parmi vous pour cette 25^e Assemblée annuelle du Conseil des gouverneurs de la BERD.

La BERD tient depuis un quart de siècle un rôle de premier plan et unique en son genre sur la scène internationale, aidant des pays à accomplir leur transition vers l'économie de marché et les principes de la démocratie. Plus de 30 pays, de la Bulgarie à la Tunisie, en passant par la Mongolie et la Jordanie, bénéficient actuellement des investissements et de l'expertise de la Banque.

Le principal message que j'aimerais faire passer aujourd'hui est que, face à tous les défis auxquels le monde est confronté, une BERD forte et efficace – une institution internationale dotée d'un cœur européen – est plus nécessaire que jamais. Plus que jamais, nous avons besoin que le secteur privé soit en première ligne face aux problèmes que nous rencontrons à l'échelle mondiale – et le leadership de la BERD est à cet égard absolument essentiel.

Nous savons tous que le monde est actuellement confronté à des défis sans précédent, qui menacent la prospérité et la sécurité de la planète...

...Incertitudes qui planent sur les marchés, menace du changement climatique, conséquences de crises persistantes entraînant des déplacements de populations, tels que ceux que nous observons en Syrie et dans la région....

De toute évidence, nous avons la responsabilité commune de relever ces défis. Si nous choisissons d'ignorer les problèmes au-delà de nos frontières aujourd'hui, ils deviendront les nôtres demain.

Voilà pourquoi nous devons travailler ensemble pour nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté et de l'instabilité.

L'expérience des vingt-cinq dernières années nous montre qu'il est tout simplement impossible d'essayer de favoriser le développement et de contribuer à la transition dans un pays, quel qu'il soit, sans pouvoir s'appuyer sur les solides fondations que sont la paix et la stabilité.

La stabilité n'est pas seulement une question d'absence de guerre ou de conflit. Pour qu'elle règne dans un pays, il faut que son économie soit solide, comme son secteur privé, que les citoyens soient en bonne santé et bénéficient d'une véritable éducation et, ce qui est fondamental, que ses institutions soient fortes.

Nous sommes aujourd'hui dans la City de Londres, première place financière du monde et siège de nombreuses entreprises multinationales. Et non loin de ce bâtiment se dressent

également bon nombre d'institutions majeures du Royaume-Uni, que ce soit la Bourse de Londres, la Banque d'Angleterre ou la Cour royale de Justice.

Ces institutions ont joué un rôle crucial dans le propre développement du Royaume-Uni. Sans État de droit, sans démocratie parlementaire, sans marché libre, le Royaume-Uni n'aurait jamais connu la prospérité qui est la sienne. Et ce constat s'applique à nombre de pays représentés ici.

Par conséquent, les institutions sont importantes – pour les populations et pour les entreprises. Et pas seulement les institutions nationales : il est également essentiel que les institutions internationales soient fortes. Des institutions comme les Nations unies, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et, bien entendu, la BERD.

Cette Banque a été créée il y a vingt-cinq ans, juste après la chute du mur de Berlin, symbole du rideau de fer qui divisait l'Europe. C'était une époque de grands espoirs, mais aussi de grandes incertitudes. Il n'y avait aucune garantie que les pays issus de l'ancien bloc soviétique parviendraient à faire aisément la transition vers un modèle démocratique et fondé sur l'économie de marché.

Face à cette situation, les leaders mondiaux de l'époque ne se sont pas contentés d'attendre de voir ce qui allait se passer.

À l'instar des nouvelles alliances qui avaient été forgées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, de nouveaux partenariats, conçus pour durer, ont vu le jour à la fin de la Guerre froide, préparant l'avènement d'une Europe plus stable, plus pacifique et plus prospère.

La BERD a été dotée à sa naissance d'une mission économique et politique unique en son genre, consistant à créer les conditions d'une économie de marché dans des pays engagés sur la voie du multipartisme, de la démocratie et du pluralisme.

La Banque a joué un rôle crucial en faveur de la réforme des systèmes bancaires, de la libéralisation des marchés, du remplacement de monopoles d'État inefficaces par des mécanismes de concurrence, et de la mise en place de cadres juridiques adéquats garantissant le droit à la propriété.

Cela a contribué à l'émergence de sociétés et d'économies ouvertes, propices à l'emploi, à la croissance et aux entreprises et où les droits de l'individu à la liberté et à la propriété étaient assurés. Toutes ces conditions réunies ont ainsi ouvert la porte à davantage d'investissements provenant du secteur privé et à un cercle vertueux de la croissance.

Les défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne sont bien sûr pas les mêmes que ceux d'il y a vingt-cinq ans. La BERD doit évoluer et s'adapter à un monde qui change et qui est souvent agité.

Sous la présidence de M. Suma Chakrabarti, la BERD a su montrer qu'elle était à la hauteur de ces nouveaux défis.

En réponse au printemps arabe, la BERD a rapidement étendu ses activités à la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen (région SEMED), avec le soutien, entre autres, du Royaume-Uni.

Au vu des problèmes économiques et financiers que rencontre l'Ukraine, et prenant acte de la volonté du nouveau gouvernement de ce pays de procéder à des réformes de fond et de lutter contre la corruption, la BERD a réitéré son engagement aux côtés de ce pays, tout au long du processus de réforme. La Banque est d'ailleurs le principal investisseur financier international en Ukraine.

En outre, je me réjouis de la collaboration que vont mettre en place la BERD et le Royaume-Uni pour faire face à la crise des réfugiés en Jordanie.

Lors de la Conférence sur la Syrie qui s'est tenue à Londres en début d'année, la communauté internationale a fait un premier pas dans la reconnaissance du bien public mondial produit par les pays voisins, comme le Liban, la Jordanie ou la Turquie, en accueillant sur leur territoire l'immense majorité des quelque 4,6 millions de réfugiés syriens.

Le monde dans son ensemble s'est engagé à verser des sommes sans précédent, se chiffrant en milliards, pour faire face aux besoins humanitaires urgents. Des engagements qui feront date ont été pris pour l'éducation et l'accès à l'emploi de ces réfugiés contraints à survivre dans une urgence permanente, et ces initiatives devraient contribuer à leur redonner espoir.

Là encore, la BERD jouera son rôle. Elle est en contact avec des organismes gouvernementaux, des donateurs et d'autres parties prenantes pour définir et cibler les investissements nécessaires. Le Royaume-Uni a d'ores et déjà décidé d'accorder à la BERD un don de 30 millions de livres sterling, destiné à soutenir une série d'investissements dans le nord de la Jordanie. Cette initiative vise tout d'abord à améliorer les infrastructures saturées (en particulier dans les domaines de l'eau et des déchets solides) des villes accueillant des réfugiés.

Ensuite, forte des engagements déterminants pris lors de la Conférence de Londres d'accorder un permis de travail à pas moins de 200 000 réfugiés syriens présents en Jordanie, la Banque, dans le cadre de sa mission auprès du secteur privé, s'efforcera de faire en sorte que ces opportunités se concrétisent, en identifiant les compétences disponibles et en sollicitant le secteur privé pour que des entreprises proposent des formations, des possibilités d'apprentissage professionnel et des voies d'accès à l'emploi.

J'aimerais également féliciter la BERD et M. Suma Chakrabarti pour le travail effectué en faveur de l'inclusion, avec en particulier l'adoption de la Stratégie de la Banque pour la promotion de l'égalité des genres.

Il est désormais de plus en plus admis que l'autonomisation économique des femmes constitue l'un des plus importants leviers potentiels à notre disposition pour favoriser la prospérité dans le monde. C'est pourquoi le Secrétaire général des Nations Unies a mis en place, pour la première fois de l'histoire de l'organisation, un Groupe de personnalités de haut niveau chargé de lancer un mouvement mondial en faveur de l'autonomisation économique des femmes – Groupe dont je suis fière d'être membre fondatrice.

La BERD a un rôle crucial à jouer, en collaboration avec les entreprises, pour créer les conditions d'une pleine participation des femmes à l'économie. Comme toute autre législation sur la réforme, ces initiatives nous permettent de soutenir et de libérer la croissance.

Il est à mon avis essentiel que nous travaillions tous ensemble, notamment avec la BERD, en continuant de renforcer notre action dans ce domaine et en abattant les obstacles qui empêchent encore les filles et les femmes de réaliser leur potentiel et de contribuer pleinement à l'économie mondiale. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas prendre de telles mesures.

Dans le monde d'aujourd'hui, face à tous les défis que nous devons affronter, la mission de la BERD est plus pertinente que jamais.

L'aide seule ne suffira pas pour parvenir à un développement durable et favoriser une prospérité mondiale : il faudra des entreprises, des emplois, de la croissance et un véritable esprit d'entreprise. Cela suppose pour nous de nous mobiliser davantage et d'améliorer nos performances quand nous faisons appel au secteur privé pour des opérations de financement.

Le Royaume-Uni est convaincu que la BERD, forte de ses connaissances approfondies, de son expérience et de son expertise, doit jouer un rôle central pour aider à résoudre certains des problèmes les plus délicats et les plus pressants auxquels nous sommes confrontés – qu'il s'agisse du déplacement des populations et de la crise des réfugiés, ou de la transition vers des économies faiblement carbonées ou l'autonomisation économique des femmes.

En restant fidèle à sa mission auprès du secteur privé, en continuant de consacrer plus d'énergie et de ressources là où son champ d'action se caractérise par une grande pauvreté et vulnérabilité, et en se concentrant sur l'inclusion, sur l'égalité des genres et sur les résultats, la BERD peut et doit jouer un rôle fondamental pour favoriser un développement durable et inclusif pendant les vingt-cinq prochaines années, en travaillant en collaboration avec d'autres organisations multilatérales.

Il y a un quart de siècle, il était clair qu'investir dans les pays issus de l'ancien bloc soviétique était la chose à faire, non seulement sur le plan moral, mais aussi pour nos propres intérêts nationaux.

Aujourd'hui, face au nouvel ensemble de défis mondiaux complexes auxquels nous sommes confrontés, nous devons faire preuve de la même détermination, innovation et ambition.

Hier comme maintenant, notre meilleure chance d'être à la hauteur des problèmes qui se posent à nous est de travailler en partenariat... De travailler ensemble, pour bâtir le monde plus stable, plus pacifique et plus prospère auquel nous aspirons tous. Tandis que la BERD continuera de jouer un rôle central, unique en son genre, pour le compte de notre continent.

Je vous remercie.